



DEMANDE DE PROPOSITIONS (DP) EN VERTU D'UN ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS DE TÂCHES ET DE SOLUTIONS (SPT) - E60ZT-18TSPS

MODIFICATION DE SOLLICITATION 01

La **présente modification 01** vise à répondre à des questions récentes posées par des soumissionnaires potentiels :

Par conséquent, modifier comme suit :

RFP 5000076225 Questions et réponses

Question	Réponse :
<p>Q1- Le point M6 demande que la ressource proposée par le soumissionnaire 'ait une année cumulative de travail et de gestion des relations fédérales, provinciales et territoriales' Étant donné que la collaboration et la gestion des relations entre les différents niveaux de gouvernement au Canada ne relèvent pas du rôle et du champ d'action d'un consultant en communication, l'État acceptera-t-il des ressources ayant une expérience de la communication avec les parties prenantes fédérales, provinciales et territoriales?</p>	<p>Réponse à la Q1 : Non, le poste requiert une personne ayant de l'expérience dans les relations complexes entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux qui travaillent ensemble à la réalisation d'objectifs communs.</p>
<p>Q2 – Étant donné la complexité qu'exige une réponse à cette demande et du nombre élevé d'exigences requises au dossier, nous demandons respectueusement une prolongation d'une semaine de la date de clôture de l'invitation à soumissionner pour veiller à ce que les fournisseurs soient en mesure de soumettre des réponses de haute qualité qui offrent la meilleure valeur à la Couronne.</p>	<p>Réponse à la Q2 : L'appel d'offres a été prolongé de 14 jours civils et prendra fin désormais à 14 h le jeudi 14 décembre 2023 (heure normale du Pacifique)</p>
<p>Q3 - Y a-t-il actuellement, ou y a-t-il eu au cours des deux derniers mois un titulaire exerçant les fonctions décrites dans l'appel d'offres? Dans l'affirmative, pouvez-vous indiquer le nom de l'entreprise titulaire, la durée du contrat et la valeur totale du contrat?</p>	<p>Réponse à la Q3 : Non</p>
<p>Étant donné la complexité qu'exige une réponse à cette demande et du nombre considérable d'exigences requises au dossier, nous demandons respectueusement une prolongation de deux semaines de la date de clôture de l'invitation à soumissionner pour veiller à ce que les fournisseurs soient en mesure de soumettre des réponses de haute qualité qui offrent la meilleure valeur à la Couronne</p>	<p>Réponse à la Q4 : Approuvé</p>



Question	Réponse :
<p>Q5 : Pour l'exigence M3 : La ressource proposée par le soumissionnaire doit avoir acquis trois années cumulatives d'expérience dans le secteur des ressources naturelles, comme la foresterie, au cours des cinq dernières années à compter de l'émission du présent appel d'offres. La section 4 de l'annexe 1 de la partie 5 stipule que « la ressource nécessaire pour le poste de consultant en communication devra maîtriser les deux langues officielles du Canada (français et anglais) ». Toutefois, l'énoncé des travaux précise que tous les livrables seront fournis en anglais et que l'entrepreneur doit être en mesure de s'adapter aux deux langues officielles. Étant donné que la majeure partie du travail sera effectuée en anglais, la Couronne acceptera-t-elle un candidat ayant une maîtrise intermédiaire du français?</p>	<p>Réponse à la Q5 : Oui</p>
<p>Q6 : La Couronne pourrait-elle accepter trois années d'expérience dans le secteur des ressources naturelles si cette expérience n'a pas été acquise au cours des cinq dernières années?</p>	<p>Réponse à la Q6 : Non</p>
<p>Q7 : Si la Couronne n'accorde pas de prolongation, nous demandons une prolongation du délai d'enquête. En l'état actuel des choses, la date limite de demande de renseignements est fixée au 22 novembre 2023. La brièveté de la fenêtre constitue un défi et entrave la capacité des vendeurs à identifier et à susciter des demandes pertinentes.</p>	<p>Réponse à la Q7 : L'appel d'offres a été prolongé de 14 jours civils et prendra fin désormais à 14 h le jeudi 14 décembre 2023 (heure normale du Pacifique)</p>
<p>Q8 : Dans la liste de contrôle des exigences de sécurité de l'annexe C, la partie 11 (d) indique que le fournisseur sera tenu d'utiliser ses systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des informations ou des données protégées et/ou classifiées. En outre, l'énoncé du travail indique que le travail sera effectué virtuellement et comme il est rare que les candidats effectuent la sauvegarde des documents à leur domicile en raison des exigences strictes et des coûts élevés, le fait de laisser cette clause en place limitera le nombre de candidats admissibles à soumissionner pour cet appel d'offres. Nous demandons à l'État de fournir plus de clarté et de détails spécifiques concernant les attentes des fournisseurs quant au respect des garanties de sécurité des fournisseurs décrites dans la partie 11 (d).</p>	<p>Réponse à la Q8 : La formulation initiale visait à préciser que les travaux ne se dérouleront pas dans une installation de RNCan. L'énoncé des travaux a été mis à jour pour préciser que les travaux doivent être effectués sur un lieu de travail du contractant qui détient une attestation de sécurité d'installation (ASI).</p>



Modification apportée à l'énoncé des travaux :

« Le travail devra être effectué dans les installations de l'entrepreneur »

Amendement n°01/ Amendement n°01

Remplacer la date de clôture de l'appel d'offres du 29 novembre 2023 au 14 décembre 2023 comme suit :

Solicitation Closes – L'invitation prend fin
at – à 02:00 PM EDT
on – le 2023-12-14

and/et

**SUPPRIMER complètement : Annexe A – Énoncé des travaux, 7.6 Emplacement des travaux et
REEMPLACER par ce qui suit :**

7.6 Lieu de travail

**On s'attend à ce que les travaux soient effectués virtuellement ET qu'ils soient terminés à
l'établissement de l'entrepreneur qui détient une capacité de protection des documents valide.**

Fin des questions et réponses